RÉGIE AUTONOME du
MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL

QUAI DE PALUDATE
33076 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 85 52 75
Fax 05 56 49 66 65

**CONVENTION DE REMISE AU
GESTIONNAIRE DU MIN DE BATIMENTS
INCLUS DANS LA ZONE
D'EXTENSION DU MIN
EN DATE DU 27 FEVRIER 1995
(Bâtiment nord-ouest)**

AVENANT N° 4

Entre, d'une part :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, son Président,
habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Communauté n° 2012/
en date du 2012,

désignée dans ce qui suit par « La Communauté »,

Et, d'autre part :

LA REGIE AUTONOME DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE

Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX CEDEX

Représentée par son Président Monsieur Jean-Charles BRON, autorisé aux fins des
présentes par délibération du Conseil d'Administration de la Régie n° 2012/ , en date
du 2012

Désignée dans ce qui suit par « La Régie »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Par convention en date du 27 février 1995, la Communauté Urbaine a remis aux fins de gestion dans le cadre du MIN un bâtiment réalisé sous maîtrise d'ouvrage communautaire alors exclusivement destiné à l'usage de la Société POMONA.

Cette convention fixe notamment que la Régie reverse à la Communauté un prix de redevance perçue par ses soins auprès de ce concessionnaire, soit 83,23 % de ladite redevance. Or, aux termes de la convention générale de gestion signée le 21 mars 2011 entre la Communauté Urbaine et la Régie (article 19), la totalité de l'actif et du passif comptables relevant de l'opération ont été transférés en totalité dans les comptes de la seule Régie, ce qui ne justifie plus le reversement précité, désormais sans objet.

Il convient donc d'adapter les dispositions contractuelles correspondantes de la convention du 27 février 1995 précitée à ce nouveau contexte.

CELA EXPOSE, IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1^{er}

L'alinéa 9.2 (Redevance versée par la Régie) de l'article 9 (Dispositions financières) de la convention du 27 février 1995 visée en préambule est abrogé avec effet de la date de prise d'effet de la convention de gestion en date du 21 mars 2011 visée en préambule.

Article 2

Les autres dispositions de la convention précitée du 27 février 1995, modifiées par avenants n° 1 du 12 février 1996, n° 2 du 18 janvier 2000 et n° 3 du 27 septembre 2001, demeurent inchangées.

Fait à Bordeaux le

Pour la Communauté,
Le Président

Pour la Régie,
Le Président

V. FELTESSE

J. – Ch. BRON

RÉGIE AUTONOME du
MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL

QUAI DE PALUDATE
33076 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 85 52 75
Fax 05 56 49 66 65

CONVENTION RELATIVE A LA
REALISATION ET AU FINANCEMENT
DE L'EXTENSION DE L'EMPLACEMENT DE
VENTE CONCEDE N° 2
(anciennement 74)
DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE
EN DATE DU 20 JUILLET 2001

SOCIETE VASSEAU

AVENANT N° 2

Entre, d'une part :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, son Président,
habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Communauté n° 2012/
en date du 2012,

désignée dans ce qui suit par « La Communauté »,

D'autre part :

LA REGIE AUTONOME DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE

Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX CEDEX

Représentée par son Président Monsieur Jean-Charles BRON, autorisé aux fins des
présentes par délibération du Conseil d'Administration de la Régie n° 2012/ , en date
du 2012

Désignée dans ce qui suit par « La Régie »

Et enfin :

La Société VASSEAU

Dont le siège est : MIN de BRIENNE, case n° 74 – Quai de Paludate – 33076
BORDEAUX CEDEX

représentée par M. Jean-Claude URBANO, gérant,

Désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Par convention signée le 20 juillet 2001, entre la Communauté Urbaine de Bordeaux, la Société VASSEAU, concessionnaire d'un ouvrage, et la Régie du MIN, celle-ci est tenue de reverser à la Communauté Urbaine une partie du montant de la redevance perçue auprès du concessionnaire, au titre de la prise en charge du coût des travaux réalisés en application de ladite convention.

Or, aux termes de la convention générale de gestion signée le 21 mars 2011 entre la CUB et la Régie (article 19), la totalité de l'actif et du passif comptables relevant de l'opération ont été transférés dans les comptes de la seule Régie, ce qui ne justifie plus le reversement précité, désormais sans objet.

Il convient donc d'adapter les dispositions contractuelles correspondantes de la convention du 20 juillet 2001 précitée à ce nouveau contexte.

CELA EXPOSE, IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1^{er}

L'alinéa 4.4 (Remboursement à la Communauté Urbaine) de l'article 4 (Dispositions financières) de la convention du 20 juillet 2001 visée en préambule est abrogé avec effet de la date de prise d'effet de la convention de gestion signée le 21 mars 2011 entre la CUB et la Régie visée en préambule.

Article 2

Les autres dispositions de la convention précitée du 20 juillet 2001 modifiées par avenant n° 1 du 12 février 2004, demeurent inchangées.

Fait à Bordeaux le

Pour la Communauté,
Le Président

Pour la Régie,
Le Président

Pour la Sté VASSEAU,
Le Gérant

V. FELTESSE

J.-Ch. BRON

J.-C. URBANO

RÉGIE AUTONOME du
MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL

QUAI DE PALUDATE
33076 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 85 52 75
Fax 05 56 49 66 65

CONVENTION RELATIVE A LA
REALISATION ET AU FINANCEMENT
DE L'AMENAGEMENT DE L'EMPLACEMENT
DE VENTE CONCEDE N° 1
(anciennement 61)
DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE
EN DATE DU 02 OCTOBRE 2001

AVENANT N° 2

SOCIETE SO. BO. DIS

Entre, d'une part :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, son Président,
habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Communauté n° 2012/
en date du 2012,

désignée dans ce qui suit par « La Communauté »,

D'autre part :

LA REGIE AUTONOME DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE

Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX CEDEX

Représentée par son Président Monsieur Jean-Charles BRON, autorisé aux fins des
présentes par délibération du Conseil d'Administration de la Régie n° 2012/ , en date
du 2012

Désignée dans ce qui suit par « La Régie »

Et enfin :

La Société SO. BO. DIS

Dont le siège est : MIN de BRIENNE, case n° 1 – Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX
CEDEX

représentée par M. Denis FALIERES,

Désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Par convention signée le 02 octobre 2001, entre la Communauté Urbaine de Bordeaux, la Régie du MIN et la Société SO. BO.DIS, modifiée par avenant n° 1 du 12 février 2004, la Régie du MIN, est notamment tenue de reverser à la Communauté Urbaine une partie du montant de la redevance perçue auprès du concessionnaire, au titre de la prise en charge du coût des travaux réalisés en application de ladite convention.

Or, aux termes de la convention générale de gestion signée le 21 mars 2011 entre la CUB et la Régie (article 19), la totalité de l'actif et du passif comptables relevant de l'opération ont été transférés dans les comptes de la seule Régie, ce qui ne justifie plus le reversement précité, désormais sans objet.

Il convient donc d'adapter les dispositions contractuelles correspondantes de la convention du 02 octobre 2001 précitée à ce nouveau contexte.

CELA EXPOSE, IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1^{er}

L'alinéa 4.3 (Prise en charge – Facturation) de l'article 4 (Dispositions financières) de la convention du 02 octobre 2001 est désormais rédigé comme suit :

« Au vu du DGD établi par la Régie du MIN et figurant en annexe, le montant des travaux s'établit à 98.359,42 € au lieu de 93.573,21 € H. T.

L'alinéa 4.4 (Remboursement à la Communauté Urbaine) de l'article 4 relatif aux dispositions financières, est abrogé. Cette disposition prend effet au 1^{er} janvier 2011, date de mise en application de la nouvelle convention de gestion. »

Article 2

Les autres dispositions de la convention précitée du 02 octobre 2001 modifiées par avenant n° 1 du 12 février 2004, demeurent inchangées.

Fait à Bordeaux le

Pour la Communauté,
Le Président

Pour la Régie,
Le Président

Pour SOBODIS,

V. FELTESSE

J. – Ch. BRON

D. FALIERES

RÉGIE AUTONOME du
MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL

QUAI DE PALUDATE
33076 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 85 52 75
Fax 05 56 49 66 65

CONVENTION POUR L'AMENAGEMENT
ET LA CONCESSION D'UN
EMPLACEMENT INCLUS DANS
LE MIN DE BORDEAUX-BRIENNE
EN DATE DU 27 SEPTEMBRE 2000

SOCIETE SICAMUS

AVENANT N° 7

Entre, d'une part :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, son Président,
habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Communauté n° 2012/
en date du 2012,

désignée dans ce qui suit par « La Communauté »,

D'autre part :

LA REGIE AUTONOME DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE

Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX CEDEX

Représentée par son Président Monsieur Jean-Charles BRON, autorisé aux fins des
présentes par délibération du Conseil d'Administration de la Régie n° 2012/ , en date
du 2012

Désignée dans ce qui suit par « La Régie »

Et enfin :

S. D. BORDEAUX / SICAMUS

S. A. R. L. au capital de 30.000 €, dont le siège social est à Angers, 40 boulevard Robert-
D'Arbrissel - BP 40954 - 49009 ANGERS CEDEX 01, inscrite au RCS d'Angers sous le
numéro 441 152 055 00014

représentée par Monsieur Henri MERCIER, Gérant,

désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Par convention signée le 27 septembre 2000, entre la Communauté Urbaine de Bordeaux, la Société SICAMUS, concessionnaire d'un ouvrage et la Régie du MIN, celle-ci est tenue de reverser à la Communauté Urbaine une partie du montant de la redevance perçue auprès du concessionnaire, au titre de la prise en charge du coût des travaux réalisés en application de ladite convention.

Or, aux termes de la convention générale de gestion signée le 21 mars 2011 entre la CUB et la Régie (article 19), la totalité de l'actif et du passif comptables relevant de l'opération ont été transférés dans les comptes de la seule Régie, ce qui ne justifie plus le reversement précité, désormais sans objet.

Il convient donc d'adapter les dispositions contractuelles correspondantes de la convention du 27 septembre 2000 précitée à ce nouveau contexte.

CELA EXPOSE, IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1^{er}

Le premier paragraphe du deuxième alinéa (Redevance concernant le bâtiment) de l'article 14 (Redevance pour l'occupation d'un emplacement) est désormais rédigé comme suit :

« Le montant de la redevance annuelle sera déterminé lorsque l'édification de la construction prévue à l'article 2 sera achevée. Il sera égal à 6 % du montant H. T. des travaux effectivement réalisés justifié par le D. G. D. »

Article 2

Les autres dispositions de la convention précitée du 27 septembre 2000 modifiées par avenants n° 1 du 04 avril 2001, n° 2 du 20 décembre 2001, n° 3 du 22 février 2005, n° 4 du 08 août 2008, n° 5 du 02 juillet 2010, n° 6 du 16 avril 2012 demeurent inchangées.

Fait à Bordeaux le

Pour la Communauté,
Le Président

Pour la Sté SICAMUS,
Le Gérant

Pour la Régie,
Le Président

V. FELTESSE

H. MERCIER

J.-Ch. BRON

RÉGIE AUTONOME du
MARCHÉ D'INTÉRÊT NATIONAL

QUAI DE PALUDATE
33076 BORDEAUX CEDEX

Tél. 05 56 85 52 75
Fax 05 56 49 66 65

CONVENTION POUR L'AMENAGEMENT
ET LA CONCESSION D'UN
EMPLACEMENT INCLUS DANS
LE MIN DE BORDEAUX-BRIENNE
EN DATE DU 04 AVRIL 2001

SOCIETE ROSEDOR

AVENANT N° 5

Entre, d'une part :

La COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

représentée par Monsieur Vincent FELTESSE, son Président,
habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil de Communauté n° 2012/
en date du 2012,

désignée dans ce qui suit par « La Communauté »,

D'autre part :

LA REGIE AUTONOME DU MIN DE BORDEAUX-BRIENNE

Quai de Paludate – 33076 BORDEAUX CEDEX

Représentée par son Président Monsieur Jean-Charles BRON, autorisé aux fins des
présentes par délibération du Conseil d'Administration de la Régie n° 2012/ , en date
du 2012

Désignée dans ce qui suit par « La Régie »

Et enfin :

La Société ROSEDOR

Société Anonyme, dont le siège social est à « Les Aïmons » 24230 Vélignes, inscrite au
registre du commerce et des sociétés sous le numéro 90 B 33,

représentée par M. Bernard ALARY, Président Directeur Général

Désignée dans ce qui suit par « Le concessionnaire »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT

Par convention signée le 04 avril 2001, entre la Communauté Urbaine de Bordeaux, la Société ROSEDOR, concessionnaire d'un ouvrage et la Régie du MIN, celle-ci est tenue de reverser à la Communauté Urbaine une partie du montant de la redevance perçue auprès du concessionnaire, au titre de la prise en charge du coût des travaux réalisés en application de ladite convention.

Or, aux termes de la convention générale de gestion signée le 21 mars 2011 entre la CUB et la Régie (article 19), la totalité de l'actif et du passif comptables relevant de l'opération ont été transférés dans les comptes de la seule Régie, ce qui ne justifie plus le reversement précité, désormais sans objet.

Il convient donc d'adapter les dispositions contractuelles correspondantes de la convention du 04 avril 2001 précitée à ce nouveau contexte.

CELA EXPOSE, IL A ETE DIT ET CONVENU CE QUI SUIIT

Article 1^{er}

Le premier paragraphe du troisième alinéa (Redevance concernant le bâtiment indépendamment de l'ouvrage de stationnement) de l'article 14 (Redevance pour l'occupation d'un emplacement) de la convention du 04 avril 2001 est désormais rédigé comme suit :

« Le montant de la redevance annuelle sera déterminé lorsque l'édification de la construction prévue à l'article 2 sera achevée, et sera égal à 6 % H. T. du montant des travaux effectivement réalisés, justifiés par un décompte général définitif.»

Article 2

Les autres dispositions de la convention précitée du 04 avril 2001 modifiées par avenants n° 1 du 21 mai 2002, n° 2 du 12 janvier 2006, n° 3 du 08 août 2008 et n° 4 du 16 avril 2012, demeurent inchangées.

Fait à Bordeaux le

Pour la Communauté,
Le Président

Pour la Régie,
Le Président

Pour ROSEDOR,
Le Président

V. FELTESSE

J. – Ch. BRON

B. ALARY